

Publié le 23 février 2011 à 06h28 | Mis à jour à 08h15

## Crise alimentaire au Nunavik



### [Agrandir](#)

«Le prix de la sauce à spaghettis va augmenter de 1,57\$, soit plus de 40%», a averti un épicier de Kuujuaq, en octobre dernier. Ottawa a cessé de subventionner l'envoi de denrées non périssables, comme les conserves.

Photo: Gérard Duhaime, collaboration spéciale

Marie Allard

La Presse

Le coût d'un sac de 2kg de sucre a récemment bondi de 2,11\$ à 14,74\$ à Puvirnituk, au Nunavik. Depuis octobre, dans le Nord du Québec, les prix des conserves, riz, pâtes, café, confitures, couches et savons atteignent des sommets. «La facture d'épicerie a monté de 40% pour les gens du Nord», dénonce Yvon Lévesque, député bloquiste d' Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou. Causées par un nouveau programme fédéral qui ne subventionne plus que les aliments frais et sains, ces hausses sont dramatiques pour la population.

Paieriez-vous 8,51\$ pour 1,36 L de jus de tomate Heinz? À Kuujuaq, c'est ce que demande une épicerie depuis le 3 octobre. Avant, à 5,42\$, le jus de tomate était cher.

Aujourd'hui, il est carrément inaccessible. Pourquoi? À cause d'une décision du gouvernement fédéral, qui ne subventionne plus le transport des denrées non périssables.

«L'impact est majeur puisque des aliments quasi essentiels comme le sucre, les cannages (fruits, légumes, viandes et soupes), l'eau, le savon, le papier de toilette, les couches pour bébé, etc. ne sont plus admissibles, écrit Robert Pelletier, président des Consultants de l'Arctique, une entreprise spécialisée dans l'approvisionnement des communautés nordiques, dans une lettre que *La Presse* a obtenue. Les populations nordiques ont vu les prix de ces denrées augmenter de façon drastique.»

«C'est inconséquent, immoral, tranche Yvon Lévesque, député bloquiste d'Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou, qui demande à Ottawa de revoir sa position. La hausse des prix va faire mourir des gens qui n'ont pas les moyens de se nourrir convenablement.»

Gérard Duhaime, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée de l'Université Laval, est d'accord: «Je suis un chercheur, habitué de prendre mes distances, dit-il. Mais là, ça me révolte.»

### **Un système «coûteux et inefficace»**

Depuis 50 ans, dans le cadre du programme Aliments-poste, Ottawa subventionne l'envoi par avion d'aliments et d'autres articles essentiels aux collectivités isolées du Nord. Or, la double augmentation des tarifs de fret aérien et de la population nordique a fait exploser les coûts du programme: ils ont atteint 58 millions en 2008-2009, deux fois plus que cinq ans plus tôt.

Géré par Postes Canada, le programme est un système «de distribution des aliments coûteux et inefficace», selon une évaluation réalisée en 2008. Aliments-poste «a fait perdre beaucoup d'argent au gouvernement du Canada» en devenant «un mécanisme de subvention au coût de la vie», dit le rapport.

Conséquence: Ottawa a annoncé la fin d'Aliments-poste, remplacé par le nouveau programme Nutrition Nord Canada. Depuis le 3 octobre dernier, seuls «les aliments périssables les plus nutritifs», comme les fruits et légumes frais, sont désormais financés. Environ 75% des denrées ont été exclues de la liste de produits subventionnés, selon Robert Pelletier.

### **«Un modèle rentable axé sur le marché»**

À compter du 1er avril, un autre changement majeur entrera en vigueur: les subventions seront directement versées aux détaillants et grossistes, qui négocieront eux-mêmes avec les compagnies aériennes pour faire venir les denrées. Exit Postes Canada.

«Le nouveau programme est dorénavant un modèle rentable axé sur le marché qui assurera une plus grande efficacité et davantage de transparence», a précisé Ottawa en lançant Nutrition Nord, le 21 mai dernier.

Un budget annuel récurrent de 60 millions est prévu. «Les sous qu'on a, on va les utiliser de façon beaucoup plus efficace s'ils sont entre les mains des gens du Nord», fait valoir Geneviève Guibert, porte-parole du ministère des Affaires indiennes et du Nord.

### **Chez Whiz à 19,19\$**

À l'automne, les commerces avaient des réserves. Mais au cours de l'hiver, plusieurs ont dû passer des commandes par avion, à plein tarif. Si bien que des pots de Cheez Whiz à 19,19\$, du beurre d'arachide Kraft à 17,69\$ et du papier hygiénique à 15,39\$ les huit rouleaux doubles ont fait leur apparition à Arviat, au Nunavut, comme en témoignent des photos envoyées à *La Presse*.

Le problème, «c'est que les marchands du Nord n'ont pas eu le temps de s'adapter», explique le Dr Serge Déry, directeur de la santé publique du Nunavik. Faire livrer les aliments par bateau, à coût moindre, n'est possible qu'en été. «Et ça nécessite que les marchands aient des entrepôts pour stocker les aliments», ajoute-t-il. Pour les construire, il faut d'abord faire livrer les matériaux... aussi par bateau.

Il faut encore financer l'achat de stocks importants et chauffer les entrepôts. Ce n'est pas un détail: la facture d'électricité annuelle du magasin de la North West Company, à Iqaluit, s'élève à 1 million par an, comparativement à 200 000\$ pour une surface semblable dans le Sud, selon le rapport d'évaluation d'Aliments-poste.

Avec leur pouvoir d'achat important et leur expérience en logistique, les grands détaillants s'en sortent mieux que les petits. «C'est sûr qu'il y a eu un vent de panique, alimenté par le bouche à oreille», dit Daniel Vandebussche, analyste en marchandise à la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec. Mais les prix des 14 magasins de la Fédération n'ont pas encore été touchés. «On avait déjà de la marchandise dans le Nord, indique-t-il. Et nous sommes en train de négocier des taux de distribution avec les compagnies aériennes.»

### **Marie Allard**

La Presse

Stopper le nouveau programme Nutrition Nord Canada, le temps d'en mesurer les impacts. Voilà ce que demandent l'Administration régionale Kativik et la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik. «On n'a pas encore eu de réponse d'Ottawa», déplore Serge Déry, directeur de la santé publique du Nunavik.

S'il est inquiet, c'est parce que 43% des ménages du Nunavik vivent en dessous du seuil de la pauvreté, contre 17% pour le Québec, selon la Régie. «La prévalence de l'insécurité alimentaire est élevée, souligne le Dr Déry. Toute hausse des coûts empire la situation.»

«Ce qui est terrible, ici, c'est que le coût de la vie est déjà très élevé», souligne Margaret Gauvin, de l'Administration régionale Kativik. Un panier de provisions de 100\$ à Québec coûtait 160\$ au Nunavik en 2006, selon le programme statistique du Nunavik.

### **Dur d'acheter du lait maternisé**

L'envolée récente des prix «touche vraiment les résidants, confirme Isabelle Dubois, de l'association touristique du Nunavik, qui vit à Kuujuaq depuis 10 ans. On fait attention en faisant l'épicerie.»

Avec de nombreuses bouches à nourrir, les Inuits sont plus touchés que les travailleurs originaires du Sud, dont les employeurs financent l'envoi de colis. «Six cents dollars par semaine pour la nourriture, ce n'est parfois pas assez pour une famille de six comme la mienne», a témoigné un lecteur sur le site internet du journal Nunatsiaq, de Kuujuaq.

«On sait que la femme qui a de la difficulté à acheter du lait maternisé va donner du Pepsi ou du Coke à son enfant», s'alarme Yvon Lévesque, député bloquiste d'Abitibi-Baie-James-Nunavik-Eeyou.

### **Fin de la subvention provinciale?**

La situation pourrait encore s'aggraver. Grâce à une subvention de Québec visant à réduire le coût de la vie au Nunavik, les marchands accordent des rabais de 20% sur une vingtaine de produits de base, comme le lait, les oeufs, les couches et le détergent. Or, ce programme expire le 31 mars et l'Administration régionale Kativik ne sait toujours pas s'il sera reconduit.

Dans le pire des scénarios, tant Aliments-poste que le programme provincial prendront fin le 1er avril. «Le prix de certains aliments pourrait monter de 60%, estime Gérard Duhaime, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée de l'Université Laval. Ça n'a pas d'allure, dans un contexte où on est déjà aux prises avec un problème de pauvreté.»

Val-d'Or a beaucoup à perdre avec la fin du programme Alimentsposte. Après le 1er avril, les denrées envoyées par avion au Nunavik et dans l'île de Baffin ne devront plus partir de cette ville, comme c'est le cas actuellement. «Ça va nuire à l'économie du Québec», prévoit Yvon Lévesque, député bloquiste d'AbitibiBaie-JamesNunavik Eeyou. Déjà, des mises à pied ont été annoncées, a-t-il dit.

\* \* \*

### **À KUUJUAQ, AU NUNAVIK:**

> Jus de tomates Heinz (1,36 L):

8,51\$ contre 5,42\$ avant le 3 octobre.

> Confiture Double fruit (500ml):

9,17\$ contre 7,54\$ avant le 3 octobre.

Note : Prix dans une épicerie de Kuujuaq, Nunavik.

**Prix pour envoyer par avion à Puvirnituk, au Nunavik:**

> 10 x 2 kg de sucre: 147,38\$ depuis le 3 octobre. Avant : 21,05\$.

Hausse de 600% du coût de transport.

> 24 x 500g de spaghetti Catelli:

92,20\$ depuis le 3 octobre. Avant: 13,45\$. Hausse de 585% du coût de transport.

> 4 x 4 L de lait 2%: 73,08\$ à compter du 1er avril. Avant : 15,15\$.

Hausse de 382% du coût de transport.

> 6 x 900g de lait maternisé

Enfalac: 28,42\$ à compter du 1er avril. Avant : 6,35\$. Hausse de 348% du coût de transport.

*Source : Robert Pelletier, président des Consultants de l'Arctique.*

\* \* \*

**Produits dont l'expédition n'est plus subventionnée \***

Conserves de fruits, légumes, viandes, poissons, légumineuses, soupes

> Riz, pâtes sèches, farine

> Crème, fromage à la crème, crème glacée, yogourt glacé, fromage fondu à tartiner

> Eau

> Épices, sel, sucre, levure, café, thé

> Confiture, miel, sirop, condiments

> Couches, lingettes, papier hygiénique, produits d'hygiène féminine

> Dentifrice, shampooing, savon, lotion, déodorants, détergents, etc.

Au total: 2700 produits ne sont plus subventionnés, selon la North West Company, citée par le journal Nunatsiaq d'Iqaluit.

\*Produits retirés de la liste des articles admissibles pour expédition dans 135 collectivités isolées du Nord du Canada, dans le cadre du programme Aliments-poste, depuis le 3 octobre 2010.